

**FONDATION MARCEL HICTER
POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE ASBL**

**DE LA DUALISATION DU SYSTÈME SCOLAIRE BRUXELLOIS
À LA DUALISATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI :
REGARD SUR LE POTENTIEL CRÉATIF DES ACTIONS
INTERCULTURELLES**

une analyse de Julie Nicod

**DECEMBRE
2009**

DE LA DUALISATION DU SYSTÈME SCOLAIRE BRUXELLOIS À LA DUALISATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI :

REGARD SUR LE POTENTIEL CRÉATIF DES ACTIONS INTERCULTURELLES

par Julie Nicod, collaboratrice FMH

Bruelles est une ville multiculturelle accueillant une diversité à la fois riche et complexe. En janvier 2007 elle comptait près 300.000 étrangers, issus d'une immigration variée : certains sont venus pour occuper des emplois hautement qualifiés dans les organisations internationales, des demandeurs d'asile viennent à la recherche d'une protection juridique et économique, il y a les clandestins et d'autres encore attirés par le rayonnement artistique de la ville.

Dès lors on peut se demander comment cohabite une telle diversité, quelles sont ses conséquences sur le développement sociétal de la ville ?

Ce que nous savons aujourd'hui c'est que Bruxelles est traversé de mouvements contradictoires : d'un côté elle a gagné son statut de capitale internationale et culturelle et de l'autre elle génère, notamment via un système éducatif souvent peu adapté aux enjeux actuels, une paupérisation d'une partie de ses habitants. Elle est considérée comme une ville duale et cette réalité tend à se renforcer. En effet, son économie produit 18,1% de PIB national, 42% des emplois à haut niveau de savoir alors qu'en moyenne 24,6% des jeunes de 18 à 25 ans sortent de l'école sans diplôme et ne sont pas inscrits dans le cadre d'une formation qualifiante.

Un axe d'analyse de cette réalité complexe est de mettre en rapport ces deux champs fondamentaux de la société bruxelloise, à savoir l'éducation en corrélation avec le marché de l'emploi. Il est par ailleurs intéressant de faire part d'initiatives interculturelles relevées dans d'autres pays et qui pourraient constituer des exemples pertinents à confronter au contexte bruxellois. Ces actions ont pour dénominateur commun la volonté de réduire la fracture sociale

par le biais d'une meilleure prise en compte des cultures de chacun et de créer des confrontations constructives et créatives entre elles.

Nous nous baserons ici sur différentes études menées dans le cadre des états généraux. Nous utiliserons également une étude de cas menée dans le quartier des Marolles courant de l'été 2009.

LA DUALISATION DU SYSTÈME SCOLAIRE

Qui vit dans cette capitale et y a des enfants tremble à chaque période de transition nécessitant un changement d'école. En effet Bruxelles vit une extrême dualisation de son paysage scolaire. S'il y a le « choix » de l'enseignement néerlandophone ou du francophone¹, du libre ou du com-

munaal ou encore les méthodes alternatives, il y a surtout une école à deux vitesses, pour les élites et pour les enfants issus de l'immigration ou des communautés minoritaires.

Les chiffres sont sans équivoque : en moyenne 24,6% des jeunes de 18 à 25 ans n'ont pas terminé leurs études secondaires et ne suivent actuellement aucune formation. Ils représentent le double de la moyenne européenne (14,8%²).

Globalement les élèves vivant dans la Région de Bruxelles-Capitale accumulent un grand retard scolaire par rapport à leurs homologues wallons et flamands. 60% des élèves bruxellois fréquentant le secondaire ordinaire de plein exercice francophone ont au moins un an de retard (contre 44% en Wallonie) et 29% ont jusqu'à deux ans de retard.

Apparemment le phénomène est plus criant dans le système francophone qui a tendance à orienter de manière précoce les élèves vers des sections généralistes ou professionnelles³.

Cet état de fait a des conséquences catastrophiques lorsqu'on sait que près de la moitié des emplois à Bruxelles exigent des profils hautement qualifiés et que le taux d'emploi sous-qualifié est de plus en plus faible.

Dans leur note sur «L'enseignement à Bruxelles», R. Janssens note ceci : « *En dépit du constat précédent, le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est nettement plus élevé en Région de Bruxelles-Capitale que dans les autres régions. Leur nombre continue même à croître, bien que de manière moins soutenue que dans le reste du pays.* »⁴

« *L'école reproduit les inégalités sociales* », disait Pierre Bourdieu. Dans les Marolles, l'Athénée Catteau, une des écoles les plus élitistes de Bruxelles côtoie sans jamais les rencontrer les écoles situées plus bas dans le quartier, abritant, elles, un taux important d'enfants issus de l'immigration.

La mixité disparaît progressivement du système scolaire qu'il soit libre ou privé. Cet état de fait renforce la fracture sociale. Deux ministres de l'Éducation en Communauté française ont essayé de trouver des solutions à cette problématique de mixité, le « décret inscription » de Marie Arena ou encore le « décret mixité » de Christian Dupont, tous deux se cassant les dents sur des parents effrayés par la perspective de devoir mettre leur enfant dans une « mauvaise école ». Ils veulent continuer à choisir, pour les plus informés d'entre eux, afin d'avoir la certitude que leurs enfants auront un enseignement de qualité et un avenir.

R. Janssens analyse encore ceci : « *Bruxelles se caractérise, tout comme d'autres villes, par la présence de quartiers défavorisés où les personnes ayant un faible niveau d'éducation sont surreprésentées. Le fait que le niveau d'éducation des enfants est fortement corrélé à celui des parents illustre que le niveau d'éducation se transmet encore de génération en génération et*

que la mobilité sociale de l'enseignement à Bruxelles reste un phénomène limité. »⁵

Pour ceux qui n'auront pas la chance de fréquenter «les bonnes écoles», l'inégalité scolaire est telle que la mobilité de ces élèves en sera réduite. S'ils suivent une école de proximité de faible qualité, ils n'auront que peu de possibilité d'intégrer une école d'un niveau supérieur. Ils risquent de mettre le pied dans un engrenage les menant irrémédiablement vers une voie sans issue en termes de débouchés scolaires et de possibilités d'emploi. Il est donc grand temps de refonder ce secteur pour offrir une véritable égalité des chances aux enfants vivant à Bruxelles, puisque c'est bien de cela qu'il s'agit.

Se pose également la question du multilinguisme dans le système scolaire bruxellois. Ce dernier est encore basé sur deux langues, et ne correspond plus à la réalité démographique de la ville. Si la Lingua Franca est le français, elle n'est utilisée que dans 56,8% des contextes familiaux des élèves de la capitale.

Cela signifie qu'il y a un contraste très marqué entre le contexte culturel des enfants au sein de leur famille et celui de l'école. Il n'y a souvent pas de place pour leur culture d'origine au sein de l'école ce qui engendre des difficultés lors de l'apprentissage de certaines matières et à long terme. Dans la mesure où la culture est constitutive d'identité, si elle n'est pas reconnue au sein de l'école c'est une partie de leur identité qui est niée. A long terme cela peut handicaper une intégration réussie, les empêchant de participer en tant que citoyens au développement de leur société⁶.

Or la ville interculturelle commence avec l'éducation donnée aux enfants. Si l'accès à un enseignement de qualité doit être donné à tous, une plus grande mixité scolaire leur offrirait des perceptions différentes de leur société. Plus ils côtoient la diversité culturelle existant dans leur ville, moins ils auront de stéréotypes négatifs sur des groupes minoritaires. Cette mise en contact répétée devrait les aider à intégrer une grande variété de codes qui leur permettront de construire une société en phase avec sa diversité. Jennifer Jellison Homes a mené une étude aux États-Unis sur les avantages retirés par les personnes ayant passé leur diplôme d'enseignement supérieur dans des écoles à forte mixité et constate la chose suivante : « *Une étude a été effectuée sur l'impact à long terme des écoles mixtes sur les anciens élèves devenus adultes. Sur 242 interrogés presque tous ont dit que leur expérience dans ces écoles les ont mieux préparés pour vivre dans une société ethniquement diversifiée. Tous ont révélé que cette expérience leur avait offert une compréhension plus profonde des personnes ethniquement et socialement différentes. Et tous font état du sentiment de confort qu'ils ressentent dans un contexte multiracial.* »⁷

La situation bruxelloise en matière scolaire nécessite, de manière urgente, un remaniement en profondeur de ses objectifs afin de les adapter au contexte multiculturel tel qu'il l'est aujourd'hui et lui permettant de faire face au décrochage scolaire. En effet, il est surprenant de constater que cette ville-capitale internationale, reflet d'une communauté européenne élargie, exprime aussi nettement les limites d'une société à deux vitesses et ce, au cœur même de sa fabrique de savoirs.

Cette situation scolaire a des répercussions profondes sur le marché de l'emploi bruxellois.

LA DUALISATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI

D'un point de vue économique, Bruxelles génère une activité économique importante tout en faisant face au plus haut taux de chômage de toute la Belgique. Près de 35% des jeunes de moins de 25 ans sont sous-diplômés et sans emplois.

De plus, 60% des emplois sont occupés par des navetteurs qui paient leurs impôts dans leur commune de résidence. Ce qui signifie que même si Bruxelles génère près de 18% du PIB du pays, la Région a tendance à s'appauvrir.

C. Vandermorten explique que 47% de l'emploi régional se situerait dans les secteurs des services à haut niveau de savoir⁸ : « Ceci a des impacts immédiats en matière de possibilité de recrutement des habitants les moins bien formés de la capitale, d'autant que ces populations souffrent en outre d'un déficit de bilinguisme et de discriminations de fait liées à leur origine ethnique. Dès lors, à niveau de diplôme identique, les taux de chômage sont sensiblement supérieurs dans le croissant pauvre occidental que dans le reste de la Région. »

Dans la mesure où Bruxelles se vide de son activité industrielle au profit du tertiaire, il y a un déficit d'emploi faiblement qualifié.

La question se pose donc de reconnaître la contribution d'une économie « d'en bas » à la prospérité et à l'équilibre social, sachant que cette économie recourt pour une part non négligeable à du travail plus ou moins informel, qu'il conviendrait de recadrer pour éviter ses effets pervers, tant sur le marché du travail dans son ensemble que pour ceux-là même qui sont contraints d'y recourir. Cette économie « d'en bas » s'appuie entre autres sur le commerce ethnique, dont certains noyaux mériteraient un soutien à la mesure de celui qui peut être fourni à des noyaux commerciaux « classiques »⁹.

Des initiatives comme Art2work¹⁰ valent la peine d'être relevées. Dans le cadre de la revitalisation des quartiers autour du canal au niveau de Bruxelles centre et Molenbeek-Saint-Jean, cette association développe une mission d'insertion professionnelle pour les demandeurs d'emplois faiblement

qualifiés ainsi que des formations liées aux métiers de l'art et à la mise en place d'événements culturels. Cette structure est convaincue que la « ville créative » est l'affaire de tous et pas seulement d'une élite¹¹. Ce type d'initiative répond favorablement aux enjeux de réintégration de populations défavorisées ou marginalisées et infraqualifiés face aux nouveaux paradigmes sociétaux tels que la ville créative et la société de la connaissance.

Aujourd'hui nous pouvons constater que le travail est l'endroit dans la vie des adultes où se côtoient les populations les plus diversifiées et où les échanges se maintiennent par obligation puis par affinités pour certains, jour après jour, année après année. De plus, le travail prend une importance croissante dans la vie des gens et constitue un tremplin important pour l'intégration des personnes. C. Laundry et Phil Woods mettent en avant l'idée suivante : « A travers une étude récente réalisée en Angleterre, il est démontré que dans la formation de réseaux sociaux, 60% des amitiés entre Anglais de souche, Chinois, Malaisiens et autres avaient pour origine le lieu de travail, alors que seulement 12% provenait de leur voisinage¹². »

Meredith Reitman¹³ remarque cependant que pour les emplois hautement qualifiés notamment, l'intégration sur le lieu de travail se fait essentiellement après assimilation des valeurs occidentales dispensées à travers les écoles suivies par les élites chinoises, arabes, indiennes durant leurs années d'études, phénomène qu'elle nomme le « whitewashing ».

LA DIVERSITÉ AU TRAVAIL : UNE DES SOLUTIONS À L'INTÉGRATION SOCIALE

Suite aux émeutes raciales de 2001, la ville de Bradford qui abrite les plus grandes communautés pakistanaise et indienne de l'Angleterre, veut aller plus loin dans sa recherche de cohésion. Il ne s'agit plus de laisser les populations vivre les unes à côté des autres sans se rencontrer. Dans un rapport post-émeute réalisé par H. Ouseley¹⁴ sur le secteur de l'emploi pour la ville de Bradford, il constate tout d'abord que le lieu de travail est de première importance pour l'intégration sociale. Il propose aussi de faire une charte pour une meilleure prise en compte de la dimension interculturelle dans le cadre du travail. Notamment :

- De reconnaître les compétences et les expériences provenant des connaissances et de la compréhension des différentes cultures, religions, besoins, contributions, réussites et aspirations des communautés multiculturelles en Angleterre;

- D'établir des référentiels de capacités et de compétences prouvant de manière distincte ses aptitudes et connaissances liées aux communautés multiculturelles. Ces capacités et compétences pourraient être testés par un employeur

potentiel lors d'interviews, à travers les productions réalisées, des exercices et autres processus de sélection ;

- D'assurer des groupes de travail multiculturel compétents à tous les niveaux d'organisation, capables de travailler entre eux dans un environnement sain et compétitif, avec dignité et respect, fournissant une production de qualité et des performances liées aux objectifs ;

- De mettre en place des standards de comportements en lien avec de meilleures occupations, encourager et élargir le savoir des travailleurs, les attitudes plus tolérantes et le respect mutuel au sein des communautés ;

- D'éliminer toute pratique de travail discriminatoire, oppressive et inacceptable qui empêcherait l'égalité des opportunités et la justice de traitement dus à toutes les personnes, quel que soit leur milieu d'origine.

En Belgique, le CRAcs (Centre Régional d'Appui à la politique de cohésion sociale) et le CBAI (Centre Bruxellois d'Action Interculturelle) ont milité pour la mise en place d'une charte associative, élaborée dans le cadre d'un Protocole d'Accord entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif aux engagements à l'égard des acteurs associatifs, le 30 mai 2008 :

« *Alors que l'intérêt général est menacé par la montée de l'individualisme et que la logique marchande convoite chaque espace de l'action collective, les pouvoirs publics signataires veulent renforcer leur engagement au service du bien public et sceller alliance avec le monde associatif pour défendre ensemble, dans une perspective de développement durable, les valeurs d'émancipation sociale, d'égalité, de solidarité et de liberté ainsi que les services d'intérêt général.* »

LA DIVERSITÉ AU TRAVAIL : VECTEUR DE CRÉATIVITÉ ET D'INNOVATION

Plusieurs études ont été réalisées aux Etats-Unis sur les performances des équipes multiethniques dans tous les domaines d'activités, et particulièrement les emplois de haut niveau. Dans une recherche effectuée en 1989 sur « *la démographie des groupes de travail, l'intégration sociale et le turnover* »¹⁵, ils ont observé que : « *la diversité des groupes ethniques et des parcours sociaux peut constituer un handicap et avoir des effets négatifs sur l'individu et le groupe au début de la vie de groupe, car il faut plus de temps pour dépasser les différences interpersonnelles, dans la mesure où au départ les personnes ont un faible niveau d'attraction et d'intégration sociale. Quand bien même quand le niveau d'intégration des comportements est atteint, ces groupes bénéficient d'une variété plus grande de perspectives inhérentes à la diversité même du groupe.* »

Les groupes de travail ethniquement diversifiés traversent plus de conflits avant d'arriver à un accord sur ce qui est important, finalement ils surpassent largement les groupes

plus homogènes dans l'identification des problèmes et parviennent à des solutions alternatives.

Si cela se vérifie également dans des équipes de haut niveau dans la région bruxelloise, cela doit pouvoir être appliqué à des équipes de travail moins qualifiées. Il conviendrait donc de faire une étude plus élaborée sur les opportunités que peuvent offrir des équipes mixtes dans le cadre de travail de base, et surtout quels sont les moyens de canaliser ces énergies pour en faire des sources d'innovation et de créativité.

Terminer cette analyse sur une note économique offre quelques arguments supplémentaires qu'il convient d'explorer en ces temps de globalisation. L'idée est aussi d'encourager un emploi plus juste dont la finalité économique ne serait pas uniquement le profit mais également l'épanouissement de la personne et une source d'intégration respectueuse pour les nouveaux arrivants.

En conclusion, il est difficile de ne pas faire le lien entre le phénomène de dualisation de l'éducation à Bruxelles et celui de son marché de l'emploi. Tant qu'une réflexion en profondeur ne sera pas menée pour refonder le système éducatif, Bruxelles continuera à générer un chômage des jeunes proprement scandaleux.

Force est de constater aussi que cette situation découle directement d'une non prise en compte de l'intégration des populations immigrées à Bruxelles. Il est temps de prendre des mesures ambitieuses pour relever ce défi, afin de faire de la diversité bruxelloise non pas une richesse dont profite une frange privilégiée de la population, mais une source d'enrichissement pour tous et plus particulièrement pour les jeunes.

De plus, certaines expériences établissent clairement que le côtoiement de différentes cultures, si elles génèrent des conflits au départ, permet d'offrir des solutions innovantes et créatives. Il serait temps, dès lors, de mettre ce potentiel créatif autour de la table afin de dialoguer et de faire de Bruxelles « *le lieu d'un imaginaire commun* »¹⁶.

Notes :

1 - « Le modèle complexe d'organisation est à l'origine d'un système complexe de financement dont il résulte que l'encadrement des élèves varie sensiblement selon le rôle linguistique auquel leur école appartient. La Communauté flamande consacre un budget de 22,7% supérieur à celui de la Communauté française pour un élève de l'enseignement primaire et de 18,1% pour un élève de l'enseignement secondaire. » in *Etats Généraux de Bruxelles, 2009, Note de synthèse n° 5, L'enseignement à Bruxelles*, R. Janssens, D. Carlier, P. Van de Craen.

2 - *La Dualisation des résultats scolaires à Bruxelles*, Donat Carlier, <http://www.ccfce.be/download.php?365dadb9081c14a72021bc67c48f641b>

3 - *idem*

4 - *Etats Généraux de Bruxelles, 2009, Note de synthèse n° 5 - ibid.*

5 - *Ibid.*

6 - *ibid p8*

7 - Holme J.J., Wells A.S et Revilla A.T., *Learning through experience : What graduates gained by attending desegregated High schools' Equity & excellence in Education*, 38 (1), 14-24.

8 - *Etats Généraux de Bruxelles, 2009, Note de synthèse n° 7, « L'économie bruxelloise»*, Chr. Vandermotten, E. Leclercq, T. Cassiers, B. Wayens.

9 - *idem*

10 - <http://www.art2work.be>

11 - *Une ville créative, c'est une ville qui crée un climat propice à la « créativité » au sens large, c'est-à-dire la créativité en tant que potentiel humain et non pas en tant que chasse gardée d'une élite artistiquement sensible. Une ville créative, c'est une ville qui crée de nouvelles synergies entre tous ses acteurs, qu'ils soient économiques, culturels, pédagogiques ou sociaux. C'est une ville qui innove, invente, c'est une ville qui se développe durablement.*

12 - Laundry C, Woods P., 2008, *The Intercultural City*, Earthscan London.

13 - Reitman M., *Uncovering the white place : Whitewashing at work*, *Social and Cultural Geography*, 7 (2), 267-282

14 - Ouseley, H., *Community Pride not prejudice*, *Bradford : Bradford vision*.

15 - O'Reilly, C.A, Caldwell, D.F and Barnett W.P, « *Work group demography, social intégration and turnover* » *administrative Science Quarterly*, 34, 21-37.

16 - *Expression empruntée à un grand spécialiste de la question bruxelloise Eric Corijn*